

Dorénavant le social entraîne-t-il l'économique ?

In: Revue de l'OFCE. N°17, 1986. pp. 235-250.

Résumé

Les transformations radicales subies par la société française depuis vingt ans conduisent à envisager d'un œil neuf les rapports entre l'économique et le social. Dans la période de croissance économique très rapide, l'enrichissement massif a été la condition de changements sociaux, mais sans qu'une causalité directe puisse le plus souvent être identifiée. La transformation des rapports d'autorité n'était pas prévisible. L'inflation a eu une influence certaine sur la structure sociale, quelle sera celle de la désinflation ? Des mouvements démographiques tels la baisse de la nuptialité ou l'allongement de l'espérance de vie, dont on ignore les causes, ont des conséquences économiques. On doit se demander si dorénavant les mouvements sociaux ont plus d'influence sur l'économie que l'inverse.

Abstract

In the last twenty years the French society has been affected by radical transformations which should be taken into account when studying the links between economy and society. During the period of very rapid economic growth, the massive enrichment has been the condition of social changes, but a direct causality link could seldom be identified. The transformation of authority relations was not predictable. Inflation has have a definitive influence on social structures ; what about desinflation ? Demographic movements such as the falling of marriage rate or the increasing life expectancy, the causes of which are not known, have economic consequences. One can therefore wonder whether social changes have more influence on the economy than the opposite.

Citer ce document / Cite this document :

Mendras Henri. Dorénavant le social entraîne-t-il l'économique ?. In: Revue de l'OFCE. N°17, 1986. pp. 235-250.

doi : 10.3406/ofce.1986.1078

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ofce_0751-6614_1986_num_17_1_1078

Dorénavant le social entraîne-t-il l'économique ?

Henri Mendras

Directeur de recherche au CNRS. Conseiller scientifique à l'OFCE

Les transformations radicales subies par la société française depuis vingt ans conduisent à envisager d'un œil neuf les rapports entre l'économique et le social. Dans la période de croissance économique très rapide, l'enrichissement massif a été la condition de changements sociaux, mais sans qu'une causalité directe puisse le plus souvent être identifiée. La transformation des rapports d'autorité n'était pas prévisible. L'inflation a eu une influence certaine sur la structure sociale, quelle sera celle de la désinflation ? Des mouvements démographiques tels la baisse de la nuptialité ou l'allongement de l'espérance de vie, dont on ignore les causes, ont des conséquences économiques. On doit se demander si dorénavant les mouvements sociaux ont plus d'influence sur l'économie que l'inverse.

Les sociologues ne se sont guère préoccupés d'expliquer comment les différents éléments de la société sont agencés pour assurer son dynamisme d'ensemble. D'un côté nous disposons d'études concrètes décrivant comment telle innovation technique ou sociale a pénétré un milieu social particulier, s'y est diffusée, et avec quelles conséquences. D'un autre côté quelques grands sociologues du passé ont proposé des clés macroscopiques qui ont leurs vertus explicatives, mais dont beaucoup se sont révélées erronées. Aucune ne peut prendre en compte les observations plus récentes. Les liens entre visions globales et descriptions particulières restent inexplorés.

Sans doute cet échec est-il particulièrement patent pour les marxistes et explique en partie leur actuel désenchantement. Le modèle de la lutte des classes a exercé sur eux une telle fascination qu'ils ont crû pouvoir tout expliquer dans notre société par cette sorte de *deus ex machina*... Ils ont sauté directement de la description d'un changement social particulier à cette explication globale sans jamais s'interroger sur les mécanismes intermédiaires. Une fois la lutte des classes révoquée en doute, presque rien ne reste de leurs recherches. Tous également démodés, les modèles du XIX^e ne permettent pas d'expliquer le fonctionnement de la mécanique sociale. Sauf celui de Tocqueville : le goût inassouvi pour l'égalité, paraît en effet être toujours à l'œuvre dans nos sociétés démocratiques, mais Tocqueville n'attachait guère d'importance à la technique ni à l'économie.

L'économique et le social

Tous les modèles du XIX^e siècle sont bâtis par référence au progrès technique, qui est continu, cumulatif et irréversible. La science progresse tous les jours et ses applications industrielles se multiplient et se diffusent. Il paraît donc que le changement social, nécessairement lié à ce progrès technique, doit être lui-même un progrès. Or rien dans la société n'est continu, cumulatif et irréversible comme en technologie. D'où la réaction de certains auteurs qui pensent que le domaine social est gouverné par des cycles ou même que le progrès technique entraîne une complexité croissante de la société telle qu'elle devient ingouvernable, perd le contrôle d'elle-même et sombre dans le désordre et l'anomie.

En fin de compte, et malgré les preuves contraires accumulées par les historiens, notre idéologie sociale est sous-tendue par une relation causale simpliste : la technique entraîne l'économie, qui entraîne le social, qui entraîne le politique et l'idéologique. Certes, ainsi formulée, cette chaîne causale est immédiatement repoussée avec ironie. Il n'empêche qu'elle se retrouve, plus ou moins bien cachée, dans tous les plans de développement, les discours politiques, et les analyses économiques, et cela de gauche à droite. Pour le sociologue, elle a la grande vertu de faciliter le travail d'enquête, puisque la technique est considérée comme exogène, le *primum movens*, dont on peut examiner les effets sur un corps social particulier. Le schéma est analogue à celui de l'épidémiologie. On « inocule » en quelque sorte le maïs hybride dans un comté de l'Iowa ou un canton du Béarn et on observe ses effets sur les agriculteurs ; ou le barbecue dans les classes moyennes, etc. Situation quasi expérimentale, dont rêve tout sociologue [1].

La distinction même entre social et économique n'est pas sans poser problème. Le clivage entre les deux, simple en apparence, se brouille dès qu'on entre dans l'analyse, tant il est vrai que la réalité sociale est une totalité dans laquelle le savant fait sa découpe en fonction de son parti scientifique. Ce qui est « réellement » la production de richesses est bien difficile à préciser quand la croissance économique se fait par développement du tertiaire : quels sont les emplois « productifs » et ceux qui ne le sont pas ? Dans une première approximation, très grossière, nous dirons ici qu'est économique une activité ou un investissement permettant d'augmenter la production de biens ou de services marchands. Est sociale une activité où ce calcul est impossible.

Le lien causal entre l'économique et le social a été amplement « prouvé » à l'époque des « trente glorieuses », années de croissance économique. Alors le moindre paysan savait qu'il fallait faire des investissements dans la ferme avant d'en faire à la maison : le tracteur passait avant l'eau courante. Encore que le même paysan sache que s'il allège le travail domestique en installant l'eau courante qui épargne d'aller à la fontaine, la femme sera plus disponible pour lui donner un coup de main au champ, et que le confort peut être un détour productif. De

même les Français achetaient ce que l'industrie leur procurait en premier lieu, par exemple des autos avant des logements, simplement parce que Renault s'était modernisé avant l'industrie du bâtiment. Les courbes de consommation suivaient les courbes de production, elles-mêmes suivant celles des investissements et des nouveautés techniques.

Dès 1965 quelques économistes, apercevant des anomalies dans leurs modèles, interrogèrent des sociologues pour savoir s'ils pourraient compléter leurs modèles économétriques par quelques variables sociales et psychologiques. La séquence causale selon laquelle les valeurs individuelles et collectives entraînent les comportements, qui commandent la demande et donc la production et les investissements, paraissait pouvoir expliquer les changements de cette époque. Malheureusement les sociologues s'avouèrent bien incapables de proposer des liaisons stables entre valeurs et opinions ou comportements, puisque les premières sont inférées à partir des secondes ou des troisièmes. De plus le changement des valeurs, considéré ici comme le *primum movens*, ne pouvait pas être expliqué et encore moins prévu. La collaboration fut arrêtée avant même d'avoir commencé, après une belle discussion entre Raymond Aron et Claude Gruson [2]. Quelques années plus tard Malinvaud et ses collaborateurs demandaient à nouveau aux sociologues de les aider à expliquer la croissance française.

Depuis lors les sociologues ont beaucoup travaillé et les statistiques sociales se sont considérablement enrichies. Il est donc possible de poser à nouveau, en des termes neufs, la question des rapports de causalité entre l'économique et le social. La matrice de Louis Dirn ⁽¹⁾ est un premier effort pour fournir une liste des tendances de transformations sociales et se demander pour chacune d'elles sur quels aspects de la vie économique elle a une influence et par quel aspect de la vie économique elle est influencée. Le rapport de causalité est ici formulé à l'échelle macroscopique. L'analyse macro-économique peut donc être enrichie par la prise en compte de tendances macro-sociales et non par les comportements micro-sociaux des agents économiques. Quelques économistes pensent avec Jean-Paul Fitoussi [3] : « S'il existe une logique macro-économique partiellement indépendante de celle qui détermine les comportements individuels (...) peut-être mériterait-elle d'être analysée pour elle-même ». A l'aide des recherches qui ont été menées par l'équipe Louis Dirn, je vais essayer de formuler ici quelques sujets de discussion et quelques pistes de recherche.

La croissance économique, condition du changement social

Il est certain que l'enrichissement inouï que nous avons connu depuis quarante ans a été la condition générale et fondamentale des changements sociaux que nous avons connus. La transformation du

(1) sur la matrice de Louis Dirn cf. « Le troisième âge animera la société française », *Revue de l'OFCE*, n° 8, juillet 1984, encadré p. 144 et Louis Dirn, « Pour un tableau tendanciel de la société française : un parti de recherche », *Revue Française de Sociologie*, juillet-septembre 1985.

mode de vie, l'apparition et la diversification des loisirs en sont la preuve la plus évidente. L'équipement domestique a facilité aux femmes la recherche d'un emploi. La construction massive de logements a entraîné la multiplication du nombre des ménages et la réduction du nombre de leurs membres jusqu'à un pourcentage élevé de personnes vivant seules. Les jeunes ont quitté leurs parents plus jeunes pour prendre un logement indépendant, ce qui était nécessaire pour qu'ils puissent vivre en concubinage et sans pour autant entrer directement dans la vie active. De même les gens âgés n'ont plus été contraints d'habiter chez leurs enfants.

La liste de ces liens est longue, mais n'est guère instructive, car ils tombent sous le sens et sont en quelque sorte, évidents. Toutefois, il ne s'agit pas le plus souvent de causalité stricte. Si la production massive d'autos bon marché ou de télévisions a un effet direct sur le mode de vie, cet effet est très variable selon les catégories sociales, les régions, les villes et les campagnes. Ici la télévision entraîne un dépérissement de la sociabilité, ailleurs au contraire elle est une occasion de sociabilité et les vendeurs d'autos savent bien que les différents modèles sont utilisés différemment selon les catégories d'acheteurs, qu'il faut convaincre avec des arguments différents.

Le plus souvent l'évolution économique ne fait que créer des conditions nouvelles, ouvrir des possibilités variées dont certaines se traduiront dans les structures et dans les mœurs et d'autres non. L'augmentation du chômage est à peu près du même ordre dans les différents pays européens et pourtant il ne porte pas sur les mêmes catégories d'âge en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Les jeunes Français et surtout les jeunes Françaises en sont les principales victimes, alors que les salariés de plus de trente ans, à l'exception des travailleurs immigrés, connaissent un taux de chômage nettement inférieur à ceux d'outre-Rhin et d'outre-Manche. De même l'emploi des femmes s'est développé dans tous les pays depuis 1965, mais plus en France et moins en Hollande qu'ailleurs. En Suède les emplois à temps partiel sont nombreux, en Angleterre les femmes cessent de travailler quand elles élèvent leurs enfants et reprennent le travail ensuite, tandis que les Françaises élèvent leurs enfants sans cesser de travailler. Le développement de l'économie « sans facture » est resté en France essentiellement un système de troc et d'auto-subsistance, et de travaux faits à la demande ; alors qu'en Italie une bonne partie de la production marchande est « informelle » comme on dit. Il est très rare que l'économie engrène directement sur le social et commande les comportements. Un degré de liberté existe toujours entre les deux.

Par ailleurs des conditions économiques nouvelles peuvent avoir des répercussions indirectes et à longue échéance sur des structures macro-sociales à travers un cheminement subtil que le sociologue a peine à identifier. Par exemple Jean Daniel Reynaud argumente de façon convaincante l'hypothèse que l'enrichissement est la cause principale de la transformation du rapport d'autorité, parce que chacun est dans une position où il ne lui est plus impossible de dire non : « Est-il déraisonnable de lier ce desserrement des contraintes économiques à celui des contrôles sociaux ? Le premier a ruiné une morale économique

traditionnelle de la pénurie, impitoyable au moindre faux pas, affirmant comme premières vertus l'endurance, la frugalité et la prévoyance, bref le report de la satisfaction. Le développement de l'information au sens le plus large, celui de l'éducation, ont élargi les comparaisons et donc les groupes de référence, élevé le niveau d'aspiration, rendant désuètes les sagesses locales ou traditionnelles, celles qui enseignaient sinon à se tenir à sa place, au moins à être satisfait de son sort. L'ébranlement des institutions de contrôle, de la famille à l'Église, semble la conséquence de cette remise en cause des hiérarchies et des différences traditionnelles. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ; quand il le peut, un individu conteste des inégalités qui le défavorisent, les supériorités de ressources et de prestige auxquelles il se heurte, l'autorité qui le commande. Il suffit donc pour expliquer ce mouvement, de constater que l'individu en a maintenant le pouvoir. » [4].

Ce n'est pas seulement la croissance économique qui a eu des répercussions certaines sur la transformation de la structure sociale d'ensemble, mais la manière dont elle s'est effectuée. L'inflation a achevé de ruiner la bourgeoisie rentière, qui était une classe sociale puissante de la France avant 1914, et elle a sans doute contribué au développement rapide de la classe moyenne salariée. La spéculation foncière a bénéficié à tous les Français qui n'ont pas hésité à s'endetter, si bien que 51 % des ménages sont aujourd'hui propriétaires de leur logement dont 54 % des ménages de cadres. Ainsi l'inflation a fortement contribué à enrichir cette nouvelle classe moyenne et à l'asseoir en position centrale dans notre société, ce qui lui donne un rôle déterminant pour l'avenir [5]. Les Français ont su habilement gérer l'inflation en période de croissance. Aujourd'hui que la désinflation paraît s'installer, comment s'y adapteront-ils ? On peut s'attendre à une moindre fluidité de la société. Le capital financier s'accroît plus vite que la croissance économique et ceux qui le détiennent, même si peu que ce soit, seront probablement gagnants, tandis que ceux qui seront contraints à s'endetter seront perdants. La désinflation devrait donc favoriser les ménages détenteurs de patrimoine financier et accentuer la différence entre eux et les autres. Et le patrimoine appartenant plus que proportionnellement aux ménages âgés, ceux-ci verront leur rôle renforcé. Par ailleurs l'inflation a multiplié les conflits sociaux et a été en même temps un instrument de leur règlement. La désinflation va-t-elle diminuer le nombre des conflits, mais les rendre plus âpres et plus difficiles à régler ?

Mouvements sociaux qui orientent la dynamique économique

Je voudrais maintenant renverser la perspective et m'interroger sur les transformations sociales qui ne me paraissent pas avoir de cause économique et qui, en revanche, ont des conséquences économiques importantes. Autrement dit montrer qu'une dynamique sociale quelconque peut entraîner un mouvement économique.

L'agriculture, dans les années cinquante, en fournit un excellent exemple, véritable archétype sur lequel il est possible de raisonner. Personne en 1945 n'imaginait que vingt ans plus tard l'agriculture française serait à la pointe du modernisme, servirait de modèle et inquiéterait même les Hollandais. La paysannerie française était vue comme un frein à la croissance du pays, un poids hérité de la politique politicienne de la III^e République. Les paysans étaient considérés comme retardataires, rebelles à toute innovation. Or dès 1965 l'agriculture était l'un des secteurs qui avait fait les progrès techniques et les gains de productivité les plus spectaculaires. Le paysan routinier s'était mué en entrepreneur agricole, qui avait acheté un tracteur, augmenté la surface de son exploitation et commençait à se spécialiser, à utiliser les engrais, les aliments du bétail, les semences sélectionnées et les produits anticryptogamiques. Il avait même un compte en banque, déjà quelque peu débiteur, et un carnet de chèques, alors que l'emprunt était pour son père signe de pauvreté et de déchéance sociale. Cette spectaculaire transformation était certes due à l'action des pouvoirs publics, à la pression du marché, à l'appel de la main d'oeuvre par l'industrie, etc., mais toutes ces causes auraient été insuffisantes si une poignée de jésuites n'avaient pas, dès l'avant-guerre, mis en mouvement une grande entreprise d'éducation populaire, qui s'est épanouie dans la JAC d'après-guerre, relayée par le CNJA. En formant la génération des jeunes agriculteurs qui arrivaient à l'âge adulte en 1945, les aumôniers de la JAC ont assuré le succès de la politique agricole de la V^e République.

D'un même souffle ces agriculteurs, réputés individualistes et routiniers, ont créé d'innombrables institutions nouvelles, qui chacune était une innovation sociale, GAEC, CETA, Centre de comptabilité, pour gérer ensemble plusieurs exploitations, coopératives, SICA pour vendre en commun, etc. Ils ont bâti des coopératives de dimension internationale, un Crédit agricole qui est l'une des dix premières banques du monde et enfin une fédération syndicale qui est sans doute le plus puissant groupe de pression, puisqu'il est arrivé à mettre par deux fois un de ses présidents au ministère de l'Agriculture. On voit bien que le progrès technique, la modernisation de la production, de sa gestion et de sa mise en marché sont le fruit de la volonté commune d'une génération d'agriculteurs mise en branle par un mouvement social exceptionnel. Si cette prise de conscience collective n'avait pas été guidée et orchestrée par la JAC, sans doute la modernisation se serait-elle faite, mais plus lentement et à un prix économique et social beaucoup plus lourd pour la nation, et elle aurait abouti à d'autres structures de production et de gestion. On peut dire que Michel Debatisse et sa génération ont inventé une agriculture nouvelle qui correspondait à l'image qu'ils se faisaient dès 1945 d'un paysan moderne. Et leur exemple pourrait aujourd'hui encore servir de modèle à bien des professions, si elles voulaient prendre en charge collectivement leur avenir.

Depuis une quinzaine d'années la vie culturelle connaît une mutation analogue. Les arts plastiques et les arts du spectacle, la littérature et surtout la musique sont devenus des activités primordiales, auxquelles les Français consacrent de plus en plus de temps, d'énergie et d'argent. Ce qui était encore il y a vingt ans le délassement d'une élite

très restreinte, est devenu un secteur économique en pleine expansion, qui crée des professions nouvelles, avec des écoles correspondantes, des institutions foisonnantes, conservatoires, festivals, expositions etc., et qui devient même un instrument de pouvoir pour les notables politiques. Dans les années soixante un maire moderniste se devait de construire une piscine, une Maison des jeunes et de la culture. Aujourd'hui il se doit d'avoir un conservatoire, un musée, un festival et un programme de manifestations tout le long de l'année, même dans de toutes petites villes, voire des villages.

Parce que les mécanismes de financement de ce secteur demeurent très en retard sur son développement, on ne peut en prendre une juste mesure économique. Domaine du bénévolat, de l'initiative locale et des associations volontaires, qui échappe au recensement du statisticien, et relève de l'économie non comptabilisée. Mais les indices sont parlants. La vente de pianos et d'instruments de musique de toutes sortes, tombée au plus bas après la guerre, a vivement repris. Les entrées recensées dans les musées, expositions et châteaux, dans les festivals, foires et spectacles, etc. sont en progression exponentielle et celles qui ne sont pas recensées augmentent sans doute encore plus rapidement. On voit mal la cause économique de ce brutal épanouissement. Certes, ici encore, l'enrichissement et l'augmentation du temps libre dû aux gains de productivité, ont été les conditions nécessaires, mais non des causes directes. La télévision et les machines sonores ont accéléré le mouvement, mais celui-ci a été lancé et continue d'être mené par des animateurs qui ont su mobiliser un public sans cesse plus nombreux, qui devient une clientèle de plus en plus large, prête à dépenser sur le marché de télévisions, de HiFi et d'instruments de musique.

Ce qui vient d'être dit pour la culture pourrait être répété dans les mêmes termes pour le sport. Qui aurait attendu que les ventes de bicyclettes se redressent et qu'une clientèle naguère faite d'enfants, de jeunes et de pauvres, serait relayée par une clientèle de cadres en mal d'exercice physique ? Ici encore le mouvement social, dont l'origine demeure inexplicquée, est le phénomène premier qui a entraîné le redémarrage d'une production et de tout un secteur commercial, y compris des magazines spécialisés.

Mouvements démographiques

Deux transformations du régime démographique ont marqué les dernières décennies : l'allongement de la vie qui a créé le troisième âge et la baisse de la nuptialité.

L'allongement de la vie est sans doute un effet direct des progrès de la médecine et de l'amélioration des conditions de vie, tous deux rendus possibles par la croissance du PNB. Simultanément les retraites ont été généralisées depuis vingt ans. Tant que l'économie était en croissance rapide et que la pyramide des âges était effilée vers le haut, la charge était relativement légère. La réduction du nombre des jeunes

à partir de 1965 a permis de supporter sans difficulté les premières générations de retraités. Certes depuis que le dynamisme économique s'est ralenti, les chômeurs se sont ajoutés aux retraités pour peser sur les actifs, ce qui n'est pas sans annoncer de graves problèmes ⁽²⁾. Il n'en demeure pas moins que le troisième âge, ainsi devenu plus nombreux et avec des ressources accrues, constitue une clientèle nouvelle, très présente sur certains marchés notamment l'immobilier, les loisirs et les voyages. En outre c'est une main d'oeuvre encore active qui, ne s'employant plus dans l'économie marchande, se livre à de nombreuses tâches de production de biens et surtout de services, qui, pour n'être pas comptabilisés, n'en existent pas moins. Elle répond aux besoins d'une partie de la population qui n'a pas à la rémunérer et peut donc consacrer l'argent ainsi économisé à d'autres dépenses [7].

Alors que l'allongement de la vie est très vraisemblablement un changement irréversible, sur lequel on peut prendre un ferme appui pour conjecturer l'avenir, il est impossible de savoir si la baisse de la nuptialité est durable ou si c'est un effet de génération, dû à l'arrivée à l'âge adulte des enfants du *baby-boom*. Comme la baisse de la natalité, c'est là une tendance que sociologues et démographes sont également incapables d'expliquer, même de manière hypothétique. Moins qu'aucune autre, on ne peut lui assigner une cause économique. Nous sommes obligés de traiter cette évolution majeure comme une tendance autonome, une cause première. En l'absence de système causal d'explication, on ne saurait donc avancer la moindre conjecture pour l'avenir.

Michel Forsé a analysé les effets du recul du mariage sur l'économie [8] : « si nous allons vers une société où le célibat cesse d'être marginal, il faudra peut-être construire de nouveaux types de logements, prévoir un accroissement de la demande de services marchands de la part de femmes élevant leur enfant seules tout en travaillant. De même si, pour les enfants de divorcés, à la suite de ruptures successives de mariages ou d'unions libres, l'unité du groupe des parents est remplacée par une multiplicité de beaux-parents, peut-être les règles de la transmission patrimoniale s'en trouveront-elles modifiées. Ces exemples ne représentent à l'heure actuelle que des conséquences potentielles, mais parce que le changement dont nous parlons affecte la taille et la composition des ménages, il est certain que, s'il se poursuit, il aura une multitude de répercussions économiques et sociales ». D'abord l'instabilité du couple oblige les femmes à avoir un métier et à poursuivre une stratégie de carrière. Ensuite la notion même de ménage, telle que les statisticiens la définissent perd beaucoup de son sens : l'unité de consommation significative est de moins en moins le ménage et de plus en plus l'individu. Or la théorie économique de la famille était fondée sur cette notion. Dans les couples d'aujourd'hui, consommation, épargne et investissement deviennent plus individuels. La comparaison entre les dépenses d'un couple concubin et celles d'un couple marié est révélatrice à cet égard. Une comparaison avec celles des célibataires, des divorcés et veufs ou veuves non remariés, vivant seuls le serait plus encore. Les dépenses sont plus individualisées, à plus court

(2) Cette question a fait récemment l'objet de nombreuses études, notamment le livre d'André Babeau [6].

terme et moins orientées sur le foyer. La demande de logements est évidemment profondément modifiée : les logements doivent être plus nombreux et plus petits. Les consommations alimentaires sont différentes, le recours au restaurant est plus fréquent, l'utilisation des loisirs s'en ressent. Il doit résulter de tout cela une monétarisation de l'économie domestique, un recours plus grand aux services marchands et moins d'auto-consommation et d'économie informelle ; mais nous ne disposons d'aucune enquête sur ce sujet.

La transformation des régulations intermédiaires

Tous ces exemples de tendances sociales prises isolément mettent en relief des cas où l'économie a été, au mieux, une condition favorable au changement social tel qu'il s'est passé, mais non une cause déterminante du cours particulier qu'a pris le changement. Pour progresser dans cette analyse, la matrice de Louis Dirn fournit un instrument systémique qui permet de commencer à démêler l'écheveau des causalités, d'identifier les chaînes univoques et les boucles. Michel Forsé et Yannik Lemel s'y sont attelés [9].

Le graphique reproduit en encadré accorde un rôle dynamique essentiel, pour ne pas dire moteur, à la transformation des régulations intermédiaires qui apparaissent toujours « causantes » et jamais « causées ». Ces transformations sont principalement de trois ordres : le renforcement des échelons locaux politico-administratifs, l'augmentation du rôle institutionnel des syndicats et la multiplication des associations. Elles sont au centre d'un changement d'ensemble des structures sociales qui, de rigides, deviennent évolutives, diversifiées, souples, en ré-agencement permanent. Il nous faut accepter ce résultat majeur comme une hypothèse heuristique et voir ce qui s'en suit pour notre compréhension du changement social. En premier lieu cette hypothèse oblige à écarter des idées communément admises. C'est en cela qu'elle est fructueuse.

Primo, ce n'est pas le progrès technique, ni les gains de productivité, ni la croissance économique qui entraîne le changement social. Pendant les « trente glorieuses » la grande croissance économique fut en effet gérée par les dirigeants de grands groupes industriels et par la puissance publique à travers la planification souple et des mécanismes de financement nationaux et internationaux. Les économies d'échelle ont été l'alpha et l'oméga de cette croissance : fusion d'entreprises, élargissement des marchés, etc. De larges secteurs nationalisés, lourds à mettre en branle, ont joué un rôle essentiel à la suite d'une décision prise par la puissance publique : création d'un réseau d'autoroutes, modernisation des télécommunications, programme nucléaire de l'EDF, TGV, etc. Dans les années soixante-dix, lorsque l'investissement du secteur privé s'essouffait, ce sont les grandes entreprises nationalisées qui assuraient l'essentiel de l'investissement du pays.

Secundo, ce n'est pas le mouvement des idées qui entraîne le mouvement de la société. Que l'idéologie soit le *primum movens* serait satisfaisant puisque les idées neuves sortent de l'esprit humain sans qu'on puisse chercher à savoir pourquoi. Mais le sociologue doit se demander comment ces idées s'ancrent dans la société, s'y répandent, pourquoi certaines demeurent sans effet et pourquoi d'autres transforment la société en s'institutionnalisant. Ainsi serait-il bien intéressant d'étudier la volte face de l'attitude des Français à l'égard de l'entreprise et du profit, comment d'une « activité douteuse » et de « gains mal acquis » est-on passé à une « juste récompense du risque pris » ?

Voilà donc deux chaînes de causalités souvent considérées comme « évidentes », de bon sens, que notre hypothèse récuse.

Certes la transformation des régulations intermédiaires n'est pas la cause directe de la baisse de la nuptialité ou du rôle accru du troisième âge. Mais la première tendance traduit une montée de l'autonomie au sein de notre société, dont participent également les deux autres. En outre le changement qui affecte en premier lieu les régulations intermédiaires ne manque pas de retentir sur le monde du travail et, par là, sur la nuptialité des femmes actives et l'importance des retraites.

Si nous admettons que les régulations et les institutions intermédiaires sont la partie de la société française qui se transforme le plus rapidement depuis une dizaine d'années et qu'il n'y a pas de cause extérieure qui les mette en mouvement, il faut admettre qu'elles ont en elles-mêmes un ressort qui les anime. Quel peut-il être sinon que l'activité des Français s'est orientée en ce sens ?

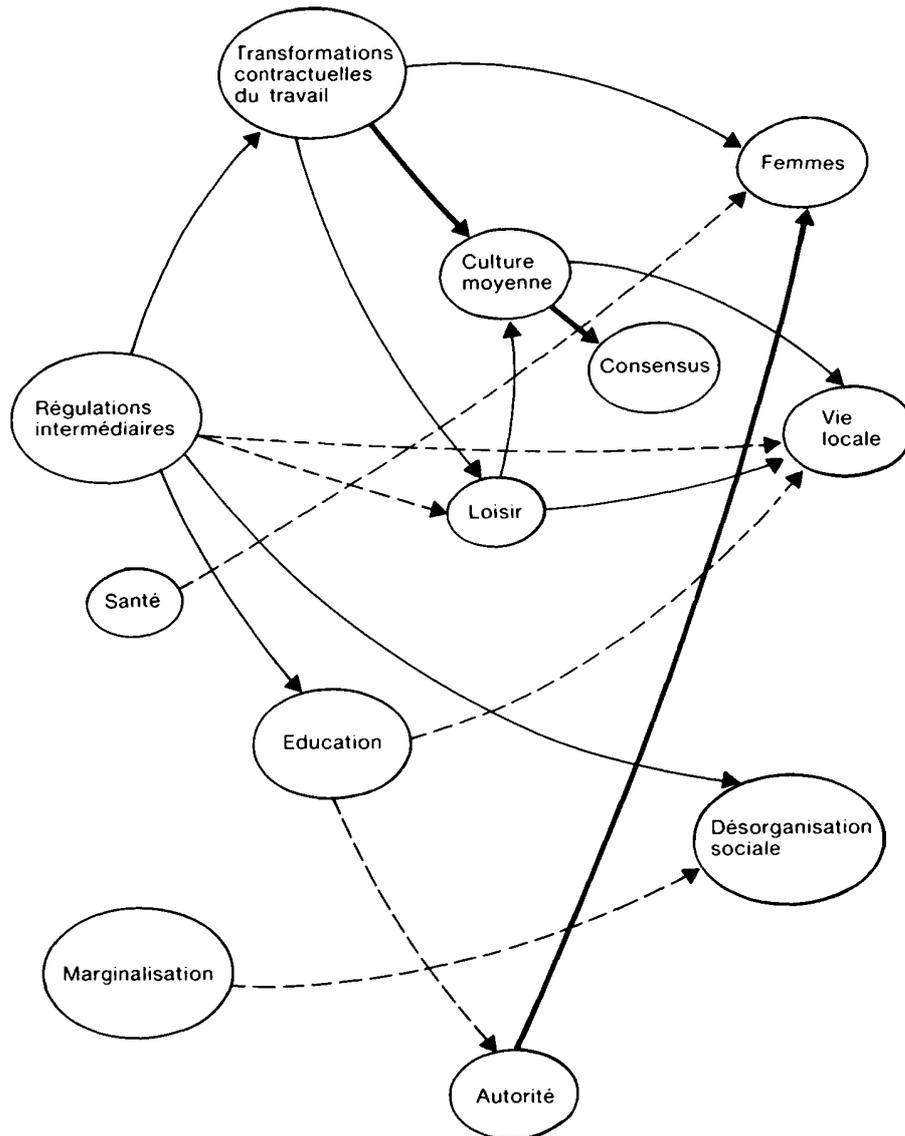
Les macro-tendances de la société française

A la suite de plusieurs analyses, les quatre-vingt-une tendances de la matrice ont été regroupées en douze macro-tendances qui figurent sur le graphique. L'analyse de relations causales se résume ainsi :

- Il n'existe pas de macro-tendance qui soit sans cause, autrement dit qui apparaisse comme une cause première, car le graphe est convexe, comme la matrice tout entière.
- Certaines macro-tendances sont plus causantes que causées. Par exemple celle qui est dénommée « développement des régulations intermédiaires » est fortement causante, alors qu'elle n'est causée que deux fois très faiblement. Il en est de même pour le développement du système de santé.
- Trois macro-tendances ne sont que des conséquences ; elles sont influencées par plusieurs tendances, et n'ont aucune relation entre elles. C'est l'endogène du modèle : « indépendance des femmes », « désorganisation sociale » et « vie locale ».

- La moitié des macro-tendances sont des relais entre les premières et les secondes. Par exemple les transformations contractuelles du monde du travail renforcent l'évolution des modes de vie, la culture moyenne et l'indépendance des femmes. Les transformations du système éducatif, au sens large, socialisent les individus à des rapports sociaux nouveaux et, par là, influencent de nombreuses tendances.

Liaisons causales entre macro-tendances



On trouve sur ce graphique les douze macro-tendances. Chaque flèche représente une liaison causale, l'épaisseur ou la nature du trait symbolisant l'importance de cette liaison. On voit par exemple que les « transformations contractuelles du travail » sont causées par le développement des « régulations intermédiaires » au même titre qu'elles causent un développement des « loisirs » et de « l'indépendance des femmes ». Mais le lien avec la diffusion d'une « culture moyenne » est plus important.

Source : voir note bibliographique [9].

Les Français ont redécouvert les vertus du micro-social [10]. Le signe le plus manifeste de cette réorientation a été d'une part la baisse du militantisme syndical et le brusque foisonnement des associations volontaires, et de ce que Emmanuèle Reynaud [11] a appelé le militantisme moral. Tout d'un coup, à la suite de 1968, une bonne partie des militants paraissent se détourner des organisations de masse et des manifestations nationales orientées vers la contestation du pouvoir et des pouvoirs pour s'intéresser à la gestion des problèmes de leur localité sur lesquels ils ont le sentiment d'avoir voix au chapitre et une capacité d'intervention. Autre manifestation de cette tendance : le nombre des jours de grèves a baissé continuellement et surtout les conflits se sont « miniaturisés » et localisés, ce qui d'ailleurs les a parfois rendu plus longs et plus intenses [12].

Rappelons quelques faits. Entre 1967 et 1980, le nombre des Français, membres d'une association, est passé de plus d'un quart à plus d'un tiers, les différentes sources donnant des résultats variés ce qui empêche d'être plus précis. Les Français sont de moins en moins rebelles à se réunir pour faire quelque chose. Ici comme ailleurs la différence entre hommes et femmes se réduit nettement : il y avait en 1967 une adhérente pour deux adhérents ; aujourd'hui sans doute deux pour trois. L'âge moyen des adhérents a baissé ; plus de jeunes s'investissent dans les associations et dans plusieurs associations à la fois. Le rythme de création des associations s'est accéléré brutalement de 12 000 en 1960 à 20 000 en 1969, à 40 000 en 1982. Ceux des Français qui militent dans des associations sont de plus en plus enclins à y accroître leurs participations et leurs activités. Les associations qui se sont multipliées le plus rapidement sont celles créées pour réaliser un projet social, culturel ou sportif. Elles jouent un rôle croissant dans la vie de la localité, en particulier dans les petites villes et les milieux ruraux. Les associations servent à faire l'apprentissage des notables, qui ensuite cherchent à prendre place dans les institutions politiques et administratives. Avant les élections municipales de 1972 ils étaient de gauche, donc fréquemment dans l'opposition. Ils entrèrent en force dans les municipalités cette année-là. Une certaine stagnation de création d'associations nouvelles en est résultée depuis 1981, car les activistes, qui ont pris le pouvoir municipal, ont employé leur savoir faire à activer le fonctionnement des collectivités locales et de leur cortège d'entreprises annexes.

Le même mouvement se retrouve chez les militants « moraux » qui, vers 1975, cherchaient à démocratiser de grands services publics tels que la justice, la santé ou l'enseignement. Eux aussi ont pris leur place et leurs responsabilités dans les organismes officiels qui se sont développés très rapidement : services sociaux et culturels, hôpitaux, institutions annexes de la Sécurité sociale, de l'école, de l'environnement, etc. Aujourd'hui bien des syndicalistes, dévorés par ces institutions, ne peuvent plus être aussi actifs dans leurs entreprises.

Après une période de gigantisme, l'appareil productif lui-même a été affecté par la même tendance. Les très grandes entreprises se sont révélées très lourdes à gérer et ont donné plus d'autonomie à chacun de leurs établissements ou ont sous-traité à des entreprises indépen-

dantes certaines activités. De leur côté les PME ont fait preuve d'un esprit d'initiative et de compétitivité, qui les a fait bien voir. Le créateur d'entreprise est devenu un personnage choyé, félicité, aidé et promu au rôle de mythe conducteur.

En 1981 la décentralisation a ratifié cette transformation majeure de l'esprit public et du comportement des Français, à laquelle a correspondu une création institutionnelle foisonnante. Les institutions politico-administratives se sont à leur tour adaptées. L'Education nationale fait exception, encore que le transfert aux régions et aux départements de la responsabilité matérielle des équipements des lycées et des collèges commence à avoir des effets.

Ainsi l'hypothèse issue du traitement de la matrice Louis Dirn paraît bien rendre compte de ce que nous savons du changement social en France depuis vingt ans. Il reste certes difficile de donner une explication de ce revirement soudain des préoccupations et des moeurs des Français ; mais quelques études locales en milieu rural permettent d'identifier certains mécanismes, dont des équivalents se retrouveraient sans doute en milieu urbain.

En milieu rural le social entraîne l'économique

Selon les mêmes méthodes que celles utilisées pour la matrice générale de Louis Dirn, la construction de sous-matrices rurale et agricole [13] et leur traitement ont abouti à des conclusions analogues à celles auxquelles la matrice-mère a conduit. Dans le monde rural l'ensemble des tendances qui peuvent être regroupées sous la notion de mode de vie sont apparues centrales et même comme une sorte de pivot entre la famille et le système de parenté d'un côté, la structure sociale et les activités économiques d'un autre. Autrement dit la dynamique des sociétés rurales leur vient des modes de vie qui peuvent s'y développer, plutôt que de leurs activités productives, ces dernières apparaissant comme dépendantes de ceux-là, plutôt que l'inverse.

Toute amélioration du mode de vie attirera dans les villages et les petites villes des résidents plus nombreux. Et ceux-ci créeront une demande qui stimulera les activités économiques. C'est particulièrement vrai pour les femmes, qui exerceront une pression pour trouver un emploi, et les retraités, qui, plus nombreux, y dépenseront leurs ressources et y attireront leur parentèle.

Par ailleurs, selon l'analyse de la matrice agricole, l'avenir de l'agriculture sera directement conditionné par les offres d'emploi qui permettront aux jeunes de travailler en dehors de l'exploitation, plutôt que par les progrès techniques tels qu'ils sont transmis par les institutions qui encadrent les exploitations. Si, inversant la perspective, au lieu d'un angle d'approche macro-économique et macro-social, on regarde du point de vue de l'acteur, la femme apparaît l'agent de transformation le plus influent. Le changement de mode de vie qui résulte de son activité salariée rapproche les agriculteurs des classes moyennes. En développant l'emploi féminin dans les petites villes et les campagnes, on

débarrassera les exploitations de leur excès de main-d'œuvre, on les obligera à se rationaliser sans se concentrer et on donnera aux ménages agricoles un double revenu, comme à la grande majorité des ménages des autres professions. Le problème lancinant du revenu des agriculteurs se posera alors dans d'autres termes.

Pour comprendre les mécanismes locaux qui entraînent cette évolution et non pas simplement les facteurs généraux qui la favorisent, il faut avoir recours à des études de localité. Dans tous les cas qui ont été étudiés par le groupe de sociologie rurale du CNRS [14], un groupe social menacé de marginalisation a été le moteur de cette revitalisation, qui ensuite a touché toutes les fractions de la population. Le cas de Saint-Jean-Brévelay (Morbihan) est exemplaire : ce sont les petits paysans, voués à la prolétarianisation ou à l'exode, qui ont réagi les premiers, en particulier parce que le développement du chômage en ville les incitait à rester au village. Pour survivre sans s'expatrier, ils ont été animateurs du regain de la vie sociale locale. La grande affaire locale, le foot-ball, est animé par les jeunes agriculteurs pluri-actifs. Une fois les activités sociales et associatives remises en mouvement, la société locale reprend vie et des activités économiques nouvelles se développent.

Dans un petit livre où il a consigné ses expériences de ministre délégué à l'Agriculture, René Souchon [15] analyse une longue série d'expériences de développement rural et aboutit à la même conclusion. Partout il retrouve le même mécanisme. Quelques enfants d'un « pays » prennent conscience de la dévitalisation induite par la modernisation agricole et l'appel de l'industrialisation dans les années soixante, et ils constatent que l'agriculture seule ne peut redonner vie à leur « pays ». Ils interrogent alors des témoins du passé, gens âgés, monuments, paysages, et redonnent confiance et espoir à leurs concitoyens en leur restituant leur mémoire et, par là, leur identité. Cette micro « révolution culturelle » met en branle toute la société locale. Ensuite l'économie suit le mouvement : on trouve des « créneaux », on crée des petites entreprises, les subventions y aident. La population déclinante se stabilise, puis se met à augmenter. Ces milliers de mouvements locaux expliquent la surprise créée par le recensement de 1982, qui montra que la population rurale avait crû deux fois plus vite que la population totale (7 % contre 3,5 %), et beaucoup plus vite que la population des grandes villes (1 %).

Les groupes sociaux entrepreneurs

Les agriculteurs avaient été parmi les producteurs les plus dynamiques, inventifs et progressifs dans les années cinquante et soixante. La conjonction qui s'était réalisée sous la V^e République entre de jeunes dirigeants paysans et une haute administration alors moderniste avait été le ressort de la révolution de l'agriculture. Depuis dix ans les ruraux ont pris le relai et montrent des chemins à explorer aux autres catégories sociales. Encore faudrait-il qu'au niveau national des politiques soient mises en place pour favoriser toutes ces initiatives, sans donner

systématiquement la priorité aux projets « économiques », mais, au contraire, en sachant qu'aujourd'hui dans notre société les projets sociaux et culturels sont les plus mobilisateurs, les plus innovateurs, et que leur réussite a une valeur d'entraînement pour l'activité économique.

Dans les années soixante-dix le mouvement social a été stimulé par une petite fraction des nouvelles classes moyennes, rassemblée sous la dénomination des « encadreurs moraux », pédagogues, animateurs culturels, assistantes sociales, psychologues, etc. et les professions paramédicales. Constitué par des diplômés qui n'obtenaient pas les situations auxquelles leurs diplômes leur permettaient, pensaient-ils, de prétendre, ou d'enfants de bourgeois n'ayant pas acquis les titres universitaires leur ouvrant les portes des professions supérieures, ce groupe était en porte-à-faux social et trouvait dans les idéologies post-soixante-huitardes sa « conscience de classe ». Il a inventé les comportements nouveaux et a lancé les modes qui ensuite se sont diffusées vers le haut et vers le bas de l'échelle sociale : le concubinage des jeunes, ou les styles de vêtement par exemple. Ils ont ainsi créé des demandes nouvelles pour l'économie. Portés par l'expansion du secteur tertiaire ils ont contribué à l'accélérer, en faisant pression sur le pouvoir pour accroître les dépenses sociales et culturelles, et ainsi ils se sont multipliés rapidement.

Aujourd'hui, ce mouvement s'essouffant on doit chercher parmi les différentes classes en compétition pour *leadership*, lesquelles, étant en déséquilibre dynamique comme l'ont été successivement les agriculteurs et les encadreurs moraux, sont en meilleure position pour prendre le relai.

J'ai longuement expliqué dans un article précédent [7], que le troisième âge est en train d'inventer de nouveaux modes de vie, centrés sur les loisirs, qui exerceront une forte influence sur la consommation d'ensemble des Français et donc sur les orientations futures de l'économie. Sans doute les gens âgés auront-ils un rôle renforcé à l'avenir.

L'auront aussi ceux des jeunes d'après 1968 qui n'ont pu, à cause de la dévalorisation des diplômes, s'intégrer dans les grandes entreprises et les administrations à un niveau correspondant à leurs ambitions. Ils se sont placés dans des professions de service, telle que celle d'expert-comptable, dans des institutions tertiaires, plus ou moins marginales, ou deviennent des créateurs d'entreprise. Dans les villes moyennes ils se retrouvent dans des associations et des clubs (Lyons clubs et chambres de commerce) pour y chercher une meilleure reconnaissance sociale et un accès au pouvoir. Les techniciens supérieurs, en mobilité ascendante, se joignent à eux. Voulant se faire reconnaître, ils sauront inventer des fonctions sociales, des institutions et des modes de vie qui créeront une nouvelle demande économique. Ils joueront ainsi un rôle décisif dans la dynamique de la société française de demain.

J'ai essayé d'argumenter ici que les transformations radicales subies par notre société depuis vingt ans conduisaient à envisager d'un œil neuf les rapports entre l'économique et le social. Dans la période de croissance économique très rapide, l'appareil productif se modifiait le premier et les changements sociaux apparaissaient comme des conséquences de cette croissance. L'analyse a montré que cette croissance était une condition de ces changements, mais qu'elle ne commandait ni leur orientation ni leur intensité. Aujourd'hui, en période de croissance lente, la dynamique des mouvements sociaux paraît orienter l'appareil productif plus que l'inverse. En même temps la distinction entre le social et l'économique est plus difficile à tracer, sans doute parce que les liaisons se renforcent entre les deux. Or ni notre réflexion sociologique ni notre appareil statistique ne nous permettent d'analyser ces mouvements aussi finement que le fonctionnement économique. C'est sur ce point qu'il faut faire porter en priorité l'effort de recherche.

Références bibliographiques

- [1] H. MENDRAS et M. FORSÉ, *Le changement social*, Paris, Armand Colin, 1983, chap. 3 : La diffusion des innovations, pp. 73-103.
- [2] C. GRUSON, Planification économique et recherches sociologiques, *Revue Française de Sociologie*, Vol. V, n° 4, 1964, pp. 435-446.
- [3] J.P. FITOUSSI, Développements récents de la théorie macroéconomique : un bilan critique, *Revue d'économie Politique*, n° 6, 1984.
- [4] J.D. REYNAUD, Du contrat social à la négociation permanente, in H. MENDRAS, *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980, p. 390.
- [5] J.P. FITOUSSI, Les effets de la désinflation sur les tendances de la société française, document interne OFCE, Louis Dirn, 1986.
- [6] A. BABEAU, *La fin des retraites ?*, Paris, Hachette, 1985.
- [7] H. MENDRAS et L. DIRN, Le troisième âge animera la société française, *Revue de l'OFCE*, n° 8, juillet 1984.
- [8] M. FORSÉ, Le recul du mariage, *Revue de l'OFCE*, n° 16, Juillet 1986.
- [9] M. FORSÉ et Y. LEMEL, Peut-on parler de macro-tendances de la société française ?, Document interne OFCE, Louis Dirn, 1986.
- [10] M. FORSÉ, Les Français redécouvrent les vertus du micro social, *Revue de l'OFCE*, n° 1, Juin 1982 et Les créations d'associations : un indicateur de changement social, *Revue de l'OFCE*, n° 6, janvier 1984.
- [11] E. REYNAUD, Le militantisme moral, in H. MENDRAS (ed), *La sagesse et le désordre*, op. cit.
- [12] L. DIRN et J.P. JASLIN, Crise ou renforcement du syndicalisme ?, *Revue de l'OFCE*, N° 12, juillet 1985.
- [13] H. MENDRAS, M. FORSÉ, B. VEITH, Tableau d'ensemble de transformation de l'agriculture et de la ruralité au sein de la société française, rapport remis au ministère de l'Agriculture dans le cadre d'une convention d'étude, 15 décembre 1985.
- [14] *ib. idem* (ces études ont été dirigées par Hugues Lamarche).
- [15] R. SOUCHON, *Le défi rural*, Paris, Agri-Nathan-International, 1985.